



Conseil des gouverneurs

Vingt et unième session  
Rome, 11-12 février 1998

Point 17 de l'ordre du jour

## ACTIVITÉS DU FIDA CONSÉCUTIVES AU SOMMET MONDIAL DE L'ALIMENTATION

### I. Introduction

1. Le premier rapport sur les activités du FIDA consécutives au Sommet mondial de l'alimentation a été présenté au Conseil des gouverneurs à sa vingtième session, en février 1997. Le document donne des précisions sur la participation du Fonds aux activités préparatoires du Sommet, les mesures qu'il a prises pour y donner suite, et fournit une liste d'exemples indicatifs d'activités à l'appui d'engagements spécifiques correspondant au mandat du FIDA et à l'objectif final du Sommet.
2. Le document a été bien reçu par le Conseil des gouverneurs qui a souligné qu'il était important de considérer les sept engagements figurant dans le plan d'action du Sommet "comme un tout, à la fois indissociable et complémentaire".
3. À sa soixante et unième session en septembre 1997, le Conseil d'administration a demandé que soit soumis au Conseil des gouverneurs, à sa vingt et unième session, une mise à jour des activités consécutives au Sommet.
4. Le FIDA souhaite préciser, comme il a déjà été noté lors du dernier Conseil des gouverneurs et réitéré par le Président au cours de la soixante et unième session du Conseil d'administration, que son mandat est tel que "la plupart de ses activités s'inscrivent dans le contexte du plan d'action". Le Rapport annuel du FIDA pour 1997 souligne l'importance des efforts du Fonds pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition tout au long de ses vingt années d'activités. Plus précisément, il reconnaît que "le seul critère important permettant d'apprécier correctement la valeur du Fonds est son impact croissant sur la situation socio-économique et notamment la sécurité alimentaire et la nutrition des ruraux pauvres de ses États membres". (Rapport annuel du FIDA, 1997, p. 20).
5. Pour renforcer son centrage sur la sécurité alimentaire - élément essentiel de la lutte contre la pauvreté - le FIDA voudrait proposer au Conseil des gouverneurs que le Rapport annuel serve de document d'information de base sur les activités consécutives au Sommet. Le FIDA se propose également d'inclure dans le Rapport annuel une section mettant en lumière les activités qu'il a entreprises en coopération avec ses partenaires internationaux, nationaux et de la société civile qui ont trait spécifiquement aux recommandations du Sommet. Des précisions seront également données sur les activités spécifiques, telles qu'études et ateliers, que mène le FIDA et qui se rapportent directement aux questions de sécurité alimentaire.
6. La mise à jour des activités du FIDA consécutives au Sommet se centrera sur des actions de nature intersectorielle qui intéressent particulièrement le plan d'action du Sommet. Ce deuxième

document donnera également un aperçu des interventions pertinentes menées par les divisions régionales du FIDA.

## II. Activités intersectorielles qui donnent suite au Sommet

7. La présente section donne quelques exemples d'interventions du FIDA en matière de sécurité alimentaire qui se rapportent au plan d'action du Sommet. Ces interventions sont de quatre types: a) coopération interorganisations; b) débats au sein du FIDA pour sensibiliser le personnel et centrer davantage les activités sur les questions de sécurité alimentaire; c) définition d'instruments d'analyse et d'opérationnalisation des méthodes de sécurité alimentaire (SAM) pour mieux lutter contre la pauvreté rurale; et d) diffusion auprès du public des données d'expérience acquise au travers des interventions du FIDA.

8. Le système d'information et de cartographie sur l'insécurité et la vulnérabilité alimentaires (SICIVA) est la recommandation de l'objectif 7.2 b du Sommet, qui assignait à la FAO un rôle d'agent catalyseur. La Division consultative technique du FIDA a participé activement aux trois réunions qui se sont tenues à ce jour. Lors de la dernière de celles-ci, qui a eu lieu du 8 au 10 décembre 1997, les participants ont officiellement désigné la FAO pour être le secrétariat du groupe de travail interinstitutions SICIVA. En outre, les participants ont demandé au FIDA d'accueillir la prochaine réunion du SICIVA, qui est prévue pour les 16-18 mars 1998. Ils estiment qu'il serait utile de relier la réunion SICIVA avec l'atelier d'une journée que le FIDA organise pour son personnel le 19 mars 1998 sur l'opérationnalisation de la sécurité alimentaire des ménages (voir paragraphe 11 ci-dessous).

9. En tant qu'utilisateur de données, le FIDA est particulièrement intéressé par cette initiative, qui vise à réunir des données de diverses sources dans un seul système d'information, tenant compte des principaux indicateurs de sécurité alimentaire (indicateurs de production, socio-économiques, institutionnels, etc.) aux niveaux national, régional et local. Le FIDA s'attachera avant tout à assurer que les indicateurs recensés permettront aux pays d'alimenter le système et vérifiera la qualité des données.

10. Atelier sur la sécurité alimentaire des ménages et le rôle des hommes et des femmes: avantage comparatif du FIDA, 15-16 mai 1997. Le but principal de cet atelier était de susciter un débat ouvert au sein du Fonds sur des questions d'une importance primordiale pour nos activités journalières. L'atelier auquel 87 personnes ont participé (9 membres du Conseil d'administration du FIDA, 13 fonctionnaires des Nations Unies et des institutions financières internationales (IFI), 7 chercheurs/ONG, et 58 membres du personnel du FIDA) a été l'occasion d'un débat très intense et a été hautement apprécié. De fait, son principal résultat est qu'il a amené chacune des divisions régionales du FIDA à définir ses propres priorités en matière de SAM et d'équité entre les sexes. Au cours de l'atelier, chacune des divisions régionales a élaboré sa propre stratégie SAM, ensemble celles-ci forment la stratégie cadre du Fonds pour l'ensemble de ses programmes et projets régionaux. Il a été décidé de tenir des ateliers de ce type tous les ans pour le personnel du FIDA afin de maintenir le niveau de débat, d'analyse et de centrage du Fonds sur les questions de sécurité alimentaire.

11. Atelier sur l'opérationnalisation de la sécurité alimentaire des ménages. Ce deuxième atelier sur la SAM se tiendra le 19 mars 1998 et fera un bilan à mi-parcours de la recherche menée au titre d'un don d'assistance technique (DAT) octroyé par le FIDA à l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), recherche qui a débuté en 1996 et devrait être achevée d'ici la fin de 1998. Étant donné la complexité des questions de SAM et la multiplicité et la dispersion des données, allant de celles provenant des enquêtes sur les ménages à la cartographie de la vulnérabilité, cette recherche devrait fournir aux missions de conception des projets, qui souffrent de contraintes de temps et d'argent, les moyens d'identifier l'approche la plus appropriée pour l'utilisation, la collecte et l'analyse des données selon la région agro-écologique et le profil socio-économique en question. La recherche est actuellement menée au Honduras, au Malawi et au Mali, alors que la mise à l'essai des instruments sélectionnés est prévue dans le contexte de nouvelles formulations de projets en Asie et peut-être au Proche-Orient.

12. "Listes de vérification" des questions de sécurité alimentaire des ménages et de parité entre les sexes. Ces listes, actuellement mises à l'essai sur le terrain avant d'être arrêtées définitivement (premier trimestre de 1998), fourniront aux concepteurs de projets ainsi qu'aux réalisateurs des points de référence importants pour l'analyse globale et sectorielle de la SAM et des questions de parité entre les sexes qui figureront dans les documents de formulation et d'évaluation et dont l'application sera suivie durant la mise en oeuvre. L'adoption de ces listes de vérification, qui devraient être utilisées par tous les projets du FIDA, garantira que ses interventions futures seront davantage ciblées et qu'elles pourront être mieux mesurées sur le plan qualitatif et quantitatif.

13. Étude sur les techniques de production agricole à l'intention des agricultrices d'Afrique. La partie travaux pratiques de cette étude est achevée et le rapport devrait être prêt en février 1998. Financée au titre des contributions supplétives du Japon avec un cofinancement de la FAO sous forme d'appui technique important, le but de l'étude est de déterminer le contexte humain, socio-économique, culturel et technique pour une éventuelle amélioration des techniques de production agricole utilisées par les femmes, sujet insuffisamment traité dans les écrits sur la question. L'idée de départ est que les paysannes étant les principales productrices de cultures vivrières et également les garantes et les administratrices de la sécurité alimentaire au niveau des ménages, il est impératif de comprendre de quelles techniques elles ont besoin et d'exploiter le potentiel de celles-ci pour améliorer leurs pratiques agricoles et leurs niveaux de production.

14. Expérience du FIDA en matière de ciblage des ruraux pauvres. Une analyse documentaire préliminaire très importante sur l'expérience du FIDA en matière de ciblage au cours de ces vingt années d'opérations démarrera à la mi-février 1998 et se déroulera sur trois mois. L'objectif de l'étude se rapporte directement à l'objectif global du plan d'action du Sommet, qui invite tous ceux appelés à se mettre en oeuvre à traiter et cibler les questions de manière efficace afin d'atteindre le but final de la sécurité alimentaire qui est d'éliminer la faim. Cette étude (exécutée sous la supervision de la Division consultative technique et en coopération étroite avec le Bureau de l'évaluation et des études) permettra au FIDA de mieux comprendre les méthodes et instruments probants ou moins probants de ciblage de ses interventions. Étant donné que les objectifs des projets du FIDA sont le reflet de son mandat de lutter contre la pauvreté par la production agricole et l'amélioration de la nutrition des ruraux pauvres, un des résultats importants de l'étude sera d'établir un lien entre les objectifs que l'on s'est fixés et la mesure dans laquelle le ciblage a permis d'atteindre ces objectifs. L'étude devrait aider le FIDA et ses partenaires à mieux cibler leurs interventions sur ceux à qui la sécurité alimentaire fait défaut.

15. Documents de travail du personnel - Nouvelles séries sur la sécurité alimentaire des ménages et la parité entre les sexes. La Division consultative technique du FIDA a commencé à produire en 1992 une série de documents de travail du personnel sur les questions techniques relatives à la lutte contre la pauvreté rurale. La division a lancé, en décembre 1997, une nouvelle série sur la SAM et la parité entre les sexes dont les premiers quatre documents seront distribués en janvier 1998.

16. Recherche agricole et formation. En 1997, le FIDA avait 41 DAT en cours (pour un total estimé à 55 millions de USD) à l'appui des programmes de recherche agricole et de formation des institutions nationales de recherche appartenant au réseau du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) dans les cinq régions où intervient le Fonds. Ces programmes, décrits dans le Rapport annuel de 1997, mettent l'accent sur le développement de techniques de rechange à la portée des petits exploitants non seulement pour augmenter leur production agricole et leur productivité, mais également pour leur permettre d'avoir des activités productrices de recettes. Les DAT s'attachent particulièrement aux cultures et biens des petits exploitants sur lesquels reposent la sécurité alimentaire rurale, les revenus familiaux et une meilleure alimentation.

### III. Aperçu des tendances régionales du FIDA

### Afrique I (Afrique de l'Ouest et Afrique centrale)

17. Ciblage. Le portefeuille de placements de la Division régionale Afrique I est orienté vers la réduction de l'insécurité alimentaire. Le groupe cible dans les 24 pays de la région se compose principalement de ménages pauvres d'agriculteurs cultivant de très petites parcelles et qui sont confrontés à la dégradation des ressources naturelles et à une insécurité alimentaire constante. Les considérations de sécurité alimentaire sont cruciales pour la détermination du ciblage du FIDA dans la région.

18. Stratégie. L'Exposé des opportunités stratégiques (COSOP) de la Côte d'Ivoire, approuvé en décembre 1997, est un bon exemple de la manière dont la sécurité alimentaire est intégrée toujours davantage dans les stratégies de pays de la division. Une approche SAM a été proposée pour les interventions futures du FIDA dans le pays. Ceci revient à déterminer explicitement les sources de revenus et leur utilisation à l'intérieur du ménage, par sexe. En outre, il convient de tenir compte de la gamme complète des activités de main-d'oeuvre dans lesquelles les ménages ruraux sont engagés dans la conception de mesures visant à réduire l'insécurité alimentaire. Étant donné que les paysans et paysannes s'adonnent à des activités différentes et ont un accès différent aux biens et services publics et à ceux du projet, on a estimé qu'il était impératif de tenir compte de cette différence et de concevoir les projets en conséquence. À cette fin, des enquêtes de diagnostic attentives sont d'une grande utilité.

19. Initiative de valorisation du manioc. L'année dernière, le FIDA a lancé une initiative globale de valorisation du manioc en reconnaissance du rôle crucial que cette culture joue dans les stratégies de survie des ruraux pauvres de grand nombre de pays en développement et de sa contribution (effective et potentielle) au moyen de la transformation et de la commercialisation, à l'accroissement des revenus ruraux, notamment ceux des femmes. En vue d'augmenter l'efficacité des investissements futurs dans le développement du manioc, cette initiative comprend la réalisation d'études de cas dans huit pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, dont le but est d'obtenir une meilleure compréhension du rôle du manioc dans la sécurité alimentaire des ménages et du pays et d'évaluer l'expérience en matière de mise au point de techniques et de transfert de celles-ci.

20. Programme conjoint - Fonds de survie belge (PC.FSB). Quatre nouveaux projets PC.FSB seront bientôt opérationnels dans la région (Burkina Faso, Tchad, République démocratique du Congo et Mali). Ces dons sont destinés à des populations rurales démunies et ont pour objectif premier le renforcement de la sécurité alimentaire. Par exemple, le don PC.FSB au Tchad pour le Projet de développement agricole des ouadis du Kanem couvre les domaines de la nutrition, de la santé, de l'eau et de l'assainissement, et leur intégration effective dans la dynamique de développement rural du projet.

### Afrique II (Afrique de l'Est et Afrique australe)

21. Stratégie. L'objectif de la Division régionale Afrique II est de promouvoir des méthodes de lutte contre la pauvreté rurale qui s'attaquent aux contraintes que rencontrent les petits exploitants soucieux de renforcer leur sécurité alimentaire. La stratégie fait intervenir diverses mesures pour augmenter la production vivrière dans les zones à faibles ressources et susciter davantage de revenus en espèces d'activités durables agricoles et non agricoles dans les zones mieux nanties. Dans le cadre de la stratégie à tester par les interventions récemment approuvées et les activités actuellement prévues dans la filière de projets, l'accent régional est mis sur les domaines clés qui a) permettent l'accès des petits exploitants à l'intensification et la diversification agricoles; b) permettent l'accès des petits exploitants au capital productif; et c) favorisent la gestion durable des ressources communautaires, notamment dans les zones marginales sur le plan écologique.

22. Activités. S'agissant des projets qui ont été approuvés en 1997, la division a mis l'accent sur des interventions qui visent à aider les petits exploitants à exploiter les possibilités de production de cultures de rente et de cultures vivrières de plus grande valeur. Ceci s'applique notamment au Projet de développement de la production d'huile végétale de l'Ouganda, qui s'attache à trouver un point d'impact

national novateur dans la production d'huile de palme par le biais d'un processus de développement impulsé par les petits exploitants; et au Programme de développement des communautés de pêche dans la Région du Nord de l'Angola, qui vise à ajouter de la valeur à la pêche artisanale et à la transformation au niveau villageois. Ni l'un ni l'autre des groupes cibles de ces projets ne sont exposés à la malnutrition ou à la sous-alimentation et, par conséquent, les projets sont tous deux fortement axés sur l'intégration au marché, qui permettra aux bénéficiaires de saisir les opportunités découlant du développement macro-économique positif. Dans ce contexte, les investissements sont des investissements à long terme et le renforcement de la sécurité alimentaire des ménages se fait au moyen de revenus plus élevés et plus stables provenant d'une utilisation durable des ressources disponibles et améliorées.

23. La division régionale s'attache également à faire face à la vulnérabilité des groupes cibles aux pénuries et déséquilibres vivriers. Le Programme de réinsertion des rapatriés au Rwanda vise à couvrir les besoins les plus pressants des rapatriés et personnes déplacées. Il pare aux problèmes de survie les plus urgents dans un environnement de grande insécurité alimentaire en distribuant des trousseaux de production qui permettront aux ménages cibles de satisfaire les besoins alimentaires de leur famille et de reconstituer leur capital de production. En outre, le FIDA a tenu pleinement compte de l'environnement politique et financier fragile de la reconstruction d'après-conflit par la mobilisation d'un don pour le programme.

24. Parmi les autres activités menées en 1997 citons la promotion régionale des liens petits exploitants-marché en agrandissant le programme concluant du Zimbabwe coordonné par CARE et qui porte sur le Programme de réseau et de formation de petits entrepreneurs de l'agro-industrie. Nous avons là un exemple particulièrement rentable et novateur de mise en place de structures de fourniture d'intrants et de prestation de services pour augmenter la production agricole des petits exploitants, en établissant un réseau de petits commerçants. En outre, la division a mobilisé un appui DAT au Secrétariat du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA) pour faciliter l'élaboration d'une stratégie régionale convenue sur le rôle de l'État dans la lutte contre la pauvreté rurale. En Zambie, le FIDA a continué à appuyer le système d'information nationale sur la sécurité alimentaire, la santé et la nutrition, en utilisant ses indicateurs de cartographie de la vulnérabilité pour mener à bien une évaluation à mi-parcours d'un autre projet, le Projet de développement régional de la province du Nord-Ouest - Phase II.

#### Asie et Pacifique

25. La stratégie de prêt de la Division Asie et Pacifique et son programme général de travail pour 1997 et 1998 appuie pleinement les objectifs SAM des principaux bénéficiaires du Fonds. Comme par le passé, le moyen de lutter contre la pauvreté sera, d'une part, l'amélioration des opportunités de production de recettes et, de l'autre, l'appui à une augmentation de la production agricole qui entraîne soit une consommation directe soit des avantages en espèces qui peuvent être traduits en un pouvoir d'achat accru pour un gain nutritionnel. Plusieurs interventions du FIDA en Asie illustrent la manière dont cette stratégie est appliquée.

26. En Inde, le FIDA finance le Projet de développement tribal participatif dans l'Andhra Pradesh. Ce projet s'occupe d'une zone à déficit vivrier où la plupart des ménages ruraux ne produisent que 60% de leurs besoins en aliments. La production supplémentaire annuelle de céréales alimentaires, lorsque le projet arrivera à plein rendement, devrait être d'environ 40 000 t, la production de paddy prédominante comptant pour 29 000 t et une augmentation importante d'environ 13 000 t de la production de graines oléagineuses. L'accent principal du projet est mis sur la production vivrière de subsistance. Les familles deviendront autosuffisantes en matière de satisfaction de leurs besoins caloriques journaliers. En outre, l'état nutritionnel des familles sera amélioré du fait qu'elles disposeront davantage de céréales alimentaires nutritives, de fruits et de légumes, qu'elles connaîtront mieux les règles d'une bonne nutrition. Au total, 76 810 ménages bénéficieront du projet qui a recours à un processus de planification participatif pour les activités de développement communautaire, ce qui permet aux femmes d'avoir voix

au chapitre. Les interventions du projet devraient accroître considérablement les revenus des ménages, le rendement de la main-d'oeuvre des familles étant bien supérieur au coût d'opportunité.

27. Au Laos, le FIDA appuie le Projet de développement agricole de la province de Xieng Khouang. Ce projet vise les ménages qui ne sont pas à même de produire suffisamment de vivres pour la consommation familiale, ceux qui ont moins que la moyenne de biens en termes de ressources productives et ceux qui cultivent actuellement le pavot somnifère. Il finance le développement de l'élevage, de l'agriculture et de l'irrigation, et l'on prévoit que la production de riz augmentera d'environ 36% grâce à ce projet, qui distribuera également 3 000 vaches et ajoutera au troupeau 2 200 génisses et 2 100 taureaux. Les revenus des bénéficiaires devraient augmenter de 7 000 à 99 000 LAK selon le type d'exploitation. L'impact du projet sur les femmes est assuré grâce à la participation de l'Union des femmes lao, étant donné que l'on prévoit que les femmes formeront une grande proportion des bénéficiaires de la composante crédit.

28. Au Bangladesh, le Projet de développement de l'élevage au niveau de la petite exploitation s'occupe des besoins de sécurité alimentaire des femmes les plus pauvres qui sont également chef de famille. Les 260 000 familles de bénéficiaires sont celles au-dessous du seuil de la pauvreté chronique (105 USD) et celles au-dessous du seuil de la pauvreté absolue (133 USD). Les femmes qui bénéficient de l'appui au programme de développement de l'agriculture sont parmi les plus pauvres du pays: 66% d'entre elles ont des revenus annuels en espèces de 29 USD ou moins, et 62% sont chef de famille. À plein régime, le projet devrait avoir un rendement annuel de 6,4 millions de volailles et 157 millions d'oeufs.

29. En Indonésie, le Projet de développement de la culture paysanne de l'anacardier dans les îles orientales est conçu comme un programme de lutte contre la pauvreté qui fournit aux agriculteurs des moyens supplémentaires d'augmenter leurs revenus et de stabiliser leur accès aux ressources vivrières. Les niveaux moyens de nutrition dans les îles orientales sont plus bas que ceux de l'ensemble du pays. La sécurité alimentaire sera assurée en poursuivant les cultures actuelles, intercalées avec l'anacardier, et plus tard par l'achat de vivres supplémentaires grâce aux revenus que procurera l'anacardier. Le projet contribuera pour une bonne part à l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages d'environ 45 000 familles paysannes. Les revenus de 25 000 agriculteurs dont les terres étaient improductives doubleront. Les familles dont le revenu annuel avant le projet se situait au-dessous du seuil de pauvreté de 352 USD verront leurs recettes augmenter. On s'attend également à ce que les revenus des autres familles bénéficiaires augmentent de 33 à 66%.

#### Amérique latine et Caraïbes

30. Étant donné que les femmes sont les principales protagonistes quand il s'agit de décider de la production vivrière et que c'est principalement à travers elles que l'on peut s'occuper de SAM et d'objectifs nutritionnels, la Division régionale Amérique latine et Caraïbes a élaboré en 1997 un programme solide pour: a) renforcer sur le plan conceptuel et opérationnel les questions ayant trait à la disparité entre les sexes dans tous les projets en cours; et b) proposer au personnel des projets des outils pratiques pour l'application d'une approche différenciée dans le cadre de leurs responsabilités.

31. Au début de 1997, la division a lancé la mise en oeuvre d'un Programme pour le renforcement de l'équité entre les sexes (PROFAGEP) dans les projets du FIDA en Amérique centrale, au Panama et au Mexique, en coordination avec l'Unité régionale d'assistance technique (RUTA) par le biais d'un DAT cofinancé par le FIDA et réalisé par la Banque mondiale.

32. Le programme a été conçu comme mécanisme d'appui à la démarche soucieuse d'équité entre les sexes du FIDA, qui vise à incorporer les femmes sur un pied d'égalité avec les hommes dans les activités de développement et faciliter leur accès aux ressources productives, aux services et au savoir-faire afin qu'elles puissent augmenter leurs revenus et améliorer les conditions de vie de leur famille. De ce fait, le

programme a entrepris ce qui suit: a) préparation d'un diagnostic des rôles des hommes et des femmes dans les 14 projets en cours en Amérique centrale, au Panama et au Mexique; b) élaboration de quatre études de cas sur la problématique hommes-femmes pour servir de base au débat et à l'analyse; c) organisation d'un atelier au Guatemala sur les quatre études de cas et d'une exposition sur la production des projets et sur le matériel didactique ayant trait à la problématique hommes-femmes; et d) élaboration, avec les projets concernés, d'un plan d'action sur les rôles des hommes et des femmes qui comprend un programme de suivi et d'évaluation pour renforcer l'équité entre les sexes dans les divers projets. En outre, le programme a compilé une collection unique à l'échelle du continent des matériaux didactiques dans ce domaine. Une base de données représentant plus de 400 sites liés à des publications sur les questions de parité entre les sexes a été fournie aux participants à l'atelier.

### Proche-Orient et Afrique du Nord

33. L'aide du FIDA à la région Proche-Orient et Afrique du Nord vise à favoriser l'accès du groupe cible à suffisamment de ressources vivrières (notamment à de l'eau de boisson saine) de manière stable et durable en mettant implicitement l'accent sur la sécurité alimentaire des ménages. Pour mieux s'attaquer aux questions relatives à la nutrition, la division privilégie l'augmentation des revenus et de la production vivrière des petits exploitants, met l'accent sur la conservation de la base de ressources, notamment sols, eau et parcours, et encourage la participation communautaire à tous les stades du cycle d'élaboration des projets. Dans ce contexte, et étant donné le rôle important joué par les femmes pour ce qui est de transformer l'augmentation de production/revenus en sécurité alimentaire et en état sanitaire amélioré, on s'attache à leur assurer une formation, des crédits et un accès à des techniques permettant d'économiser le temps et le travail.

34. Les exemples ci-après illustrent l'angle d'attaque régional.

35. Au Liban, le Projet de développement des infrastructures agricoles vise à développer et à conserver les ressources en terre et en eau, notamment celles des parcelles de moins de 0,5 ha. Outre l'aménagement de terrasses et la construction de murs et d'étangs collinaires, le projet a financé près d'un million de jeunes plants d'arbres fruitiers et la construction/réfection des routes rurales. Les composantes du projet intéressent directement la SAM du fait qu'elles augmentent la production agricole, améliorent la commercialisation et donnent des revenus plus élevés.

36. Au Yémen, un des pays les plus pauvres de la région Proche-Orient et Afrique du Nord, le Projet de développement rural dans les gouvernorats méridionaux et le Projet de développement dans la zone de Raymah ont été mis en route pour endiguer la pauvreté croissante des familles paysannes dépossédées par la dénationalisation des terres. Les deux projets s'occupent des questions de SAM en promouvant des pratiques agricoles améliorées, en sensibilisant, mobilisant et organisant les collectivités, et en assurant l'intégration des femmes au développement.

37. L'objectif global du Projet de privatisation d'exploitations agricoles en Azerbaïdjan est d'appuyer le gouvernement dans ses efforts visant à réformer le secteur agricole par une opération pilote de privatisation des exploitations. Le projet développera la capacité institutionnelle nécessaire pour gérer et appuyer la privatisation dans le domaine de l'agriculture; facilitera la création et le développement de groupements villageois; mettra en place des systèmes de services sociaux pour remplacer les services qu'assuraient les fermes collectives; et octroiera un capital de mise en route pour les investissements des petits paysans et pour des investissements dans l'infrastructure publique aux niveaux communautaire et villageois. La sécurité alimentaire de 6 600 ménages sera améliorée grâce à l'appui à la privatisation des fermes, à la remise en état des principaux systèmes d'irrigation et de drainage, au développement communautaire et aux activités productrices de recettes.

38. En Bosnie-Herzégovine, le Projet de remise en état et de développement des petites exploitations agricoles, récapitalise le petit élevage privé touché par la guerre et, de ce fait, lutte de manière rapide et

durable contre la pauvreté en jetant les fondements d'une agriculture paysanne axée sur le marché. La principale composante du projet est l'achat et la distribution d'environ 7 200 bovins d'élevage laitier et de 4 300 petits ruminants et cochons sur la base d'un crédit en nature et l'amélioration de la santé animale et de l'élevage. Les bénéficiaires du projet sont les fermiers des hautes terres et leurs familles - principales victimes de la guerre - des anciennes zones de front de la Fédération et de la Republicka Srpska.